

L'arme et la Paix

Journal trimestriel édité par l'association Initiatives Citoyenneté Défense - Janvier 2014 - n°27

ÉDITO

Continuer à croire en la paix

Pour 2014, au delà des vœux traditionnels que la rédaction vous adresse avec sincérité et amitié, nous pensons qu'il est utile de nous souhaiter de continuer à croire que la Paix, le respect des peuples et de la dignité humaine parviendront enfin à prendre le dessus sur les conflits qui constituent autant de plaies sur notre planète. Est-ce un vœu pieux ?

Mali, Libye, Centrafrique, Sud Soudan (Darfour), Somalie, Syrie, Irak, Afghanistan, tous ces pays forment une large bande où s'affrontent milices armées et gouvernements, tous extrémistes dans leur soi-disant religiosité ou dans leur tyrannie. Et le Liban, la Tunisie, Israël ou encore la Corée pourraient de nouveau, pour des raisons différentes, basculer dans la violence.

Pendant ce temps, l'Europe est aux abonnés absents, hormis la France qui s'engage seule sur ces terrains minés. L'Europe laisse ainsi le champs libre aux U.S.A., à la Russie et aux riches pays du golfe pour qu'ils développent leur stratégie dont le seul but et de préserver leurs intérêts nationaux en soutenant tel ou tel belligérant.

Difficile de croire alors que tous ces conflits puissent être réglés dans le respect des volontés des peuples à disposer d'eux-mêmes. D'autant que le monde, si l'on y prend garde, risque de se «Somaliser», comme l'affirme Jacques Attali, c'est-à-dire sombrer dans un chaos dans lequel les systèmes mafieux prennent le pas sur les lois et règles internationales. Cela fait vingt cinq ans que la Somalie est sans gouvernance, livrée aux bandes armées et aux trafics divers, à la piraterie et autres exactions, malgré les tentatives d'aides à ce pays (dont le fiasco de l'opération «Restore hope», sous mandat de l'ONU, en 1992).

Pourquoi comparer le monde à la Somalie ? Etant donnés la faiblesse de l'ONU, le repli des pays sur eux-mêmes, la montée d'une économie mondiale parallèle illégale (trafics de drogues, d'armes ou d'être humains, fuite des capitaux vers des paradis fiscaux) ou illégitimes (dérives de la finance), le monde, après un court instant d'espoir après la chute du mur de Berlin, semble de plus en plus soumis à la loi du plus fort. Ce numéro de *l'arme et la Paix* se fait l'écho de quelques unes de ces dérives : en Centrafrique, où le conflit prend une dimension religieuse inquiétante, aux États-Unis, pris en flagrant délit d'écoutes illégales, en Corée du Nord ou le bras de fer engagé risque de dégénérer à tout instant.

Comment garder espoir avec un tableau si sombre ? En 2014, nous, citoyens d'un monde occidental (encore) privilégié, devons garder les yeux ouverts sur le monde et interroger nos représentants, avertir nos concitoyens chaque fois que cela est nécessaire, comme nous le faisons modestement avec ce journal, afin de les inciter à porter notre voix jusqu'aux plus hautes instances internationales, et de montrer que les peuples ont encore leur mot à dire, qu'ils ne se laisseront pas faire par quelques «dangereux illuminés» sans scrupule, qu'ils soient chefs d'Etats, chefs de guerre, chefs d'entreprises, chef mafieux ou chefs religieux.

■ Claude Romanet

Côte d'Ivoire, Libye, Mali, Centrafrique ; ... le retour de la «Françafrique» ?

Le samedi 15 février 2014 à 8h30 se tiendra à la MJC Nelson Mandela (39 avenue du Vercors, 38600 Fontaine) l'assemblée générale annuelle de l'Association Initiatives Citoyenneté Défense. Elle sera suivie, à partir de 9h30, d'un débat public sur le thème :

Côte d'Ivoire, Libye, Mali, Centrafrique ; ... le retour de la «Françafrique» ?

Cette initiative se terminera par un apéritif amical.



UNE RÉPUBLIQUE SOUS PERFUSION

La République Centrafricaine subit les conséquences de son instabilité politique chronique. Elle dépend de ses voisins et de la France pour maintenir un semblant de sécurité pour sa population. Mais ce pays ne cesse de s'enfoncer dans le chaos, et les conflits prennent aujourd'hui une dimension « religieuse ».

Un pays moins peuplé qu'il y a 300 ans

D'une superficie de 623.000 km² la République Centrafricaine est un pays de savanes et de forêts qui ne dispose pas d'accès à la mer. Il est entouré par le Cameroun, le Tchad, le Soudan, le Soudan du Sud, la République Démocratique du Congo et la République du Congo. Les principales cultures vivrières sont le mil, le maïs et le manioc. L'essentiel des exportations sont fournies par les plantations de café et de coton ainsi que par les ressources en diamants qui constituent la principale richesse du sous-sol avec l'uranium. Les pluies de régime équatorial au sud décroissent vers le nord où l'on compte 7 mois de saison sèche. La forêt claire et la savane arborée abritent une faune abondante de grands mammifères : éléphants, buffles, antilopes.

Avec 4,7 millions d'habitants le pays est faiblement peuplé et, malgré une certaine reprise démographique (inférieur cependant à la moyenne africaine), n'a toujours pas retrouvé le niveau de peuplement qu'il avait il y a trois cents ans. L'Ouest et le Sud accueillent les quatre cinquièmes de la population ainsi que la capitale et les principales villes secondaires. La population est en majorité chrétienne avec une minorité de musulmans estimée entre 10 et 15 %. Cependant les religions africaines traditionnelles sont très présentes.

Terre de migrations multiples et d'échanges vers le haut Nil, le pays est peuplé depuis les temps préhistoriques. Des conditions géographiques favorables lui ont permis de prospérer et sa population aurait compté vers 1700, sur son territoire actuel, 6 millions d'habitants : deux fois plus qu'à la fin du XX^e siècle. A partir du XVIII^e siècle l'absence de grandes structures étatiques permet le développement de la traite des esclaves par les Empires qui l'entourent (Kanem, Bornou, Barguirmi, Ouaddaï, Darfour). La traite saharienne ne sera définitivement stoppée qu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Vers la fin du XIX^e siècle, le pays est victime de brutales épidémies de variole.

La période coloniale

La colonisation française débute à la fin du XIX^e siècle. L'Oubangui, que les Français englobent dans la dénomination « Congo », est la voie de passage obligée vers le nord et sa domination constitue une étape dans la construction de l'Empire colonial français. La ville de Bangui est créée en 1889. La domination de la France sur tout le bassin de l'Oubangui est reconnue en mars 1899 par le Royaume Uni suite à l'incident de Fachoda.

L'Oubangui-Chari, devenu colonie en 1905, est intégré à l'Afrique Équatoriale française lors de sa création en 1910. Les populations de la région sont astreintes au portage pour acheminer le matériel des expéditions françaises qui partent à la conquête du Tchad. Le « Congo » est partagé jusque dans les années 1920 entre des sociétés concessionnaires qui exploitent le caoutchouc et l'ivoire et se chargent de sa « mise en valeur ». En 1928 les paysans de l'ouest du pays se révoltent. La guerre dite des Gbayas n'est définitivement matée qu'en 1934 et sa répression n'est toujours pas oubliée.

L'Oubangui-Chari se rallie à la France libre en août 1940, en même temps que le Tchad, le Cameroun et le Congo.

Les débuts de l'indépendance

Après l'indépendance obtenue en 1960 l'histoire de la nouvelle République Centrafricaine reste marquée par les difficultés de développement économique et l'instabilité politique sur fond d'une présence française encore importante notamment sur le plan militaire :

- régime de parti unique avec David Dacko (1959-1965) ;
- dictature de Jean Bedel Bokassa (1965-1979) chassé du pouvoir par les forces militaires françaises ;
- retour au pouvoir de David Dacko marqué par l'instauration du multipartisme, l'adoption d'une nouvelle constitution et une première élection présidentielle réellement pluraliste (1981) ;
- coup d'état militaire du général André Kolingba en septembre 1981, évoluant vers une constitution à base de parti unique (1986), qui doit finalement céder sous la pression de l'opposition et de la France ;
- nouvelles élections présidentielles (1993) remportées par Ange-Félix Patassé, ancien ministre de Bokassa, dont le régime, ébranlé par trois mutineries militaires en 1996, ne doit son salut qu'à l'action des troupes françaises ;

Finalement, sous la pression internationale, le gouvernement, l'opposition et les insurgés signent en mars 1998 un pacte de réconciliation nationale. Les élections législatives sont remportées par une coalition de partis d'opposition.

Centrafrique: la situation



Cependant, A. F. Patassé réussi à nommer un de ses partisans au poste de Premier ministre et est réélu à la présidence dès le premier tour lors des élections d'octobre 1999. Deux tentatives de coup d'état, en 2001 et 2002, échouent. Mais le 16 mars 2003, profitant de l'absence du chef de l'état, le général François Bozizé, ancien chef d'état-major limogé suite à la tentative de coup d'état de 2001, s'empare du pouvoir avec l'aide du Tchad. Tous les partis politiques se disent prêts à collaborer avec le régime du nouveau président qui annonce une période de « transition consensuelle ».

La présence militaire internationale

Durant cette période le gouvernement français, qui souhaite sortir de son rôle de gendarme, se fait relayer en février 1997 par une force inter-africaine dont elle assure le soutien logistique : la Mission d'Intervention et de Surveillance des Accords de Bangui (Misab) placée sous l'autorité de l'ONU et prolongée jusqu'au 15 mars 1998. Il annonce également la fermeture progressive de sa base militaire de Bouar.

La Misab est remplacée par la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine (Minurca), force de 1.350 hommes, dont le mandat est prolongé jusqu'en décembre 1999.

Une «unité» nationale qui ne tient que grâce à l'intervention de la FOMAC et de l'armée Française. Pourtant, la présence de ces soldats n'empêchent pas les combats et règlements de compte de continuer de rythmer le quotidien des populations locales.

En octobre 2002, les États membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac) décident le déploiement d'une Force Multinationale en Centrafrique (Fomuc) de 350 soldats. Cette force remplace la Minurca dont le mandat a pris fin en 2000. Elle doit assurer la sécurité du président A. F. Patassé et aider à la restructuration des forces armées et à la surveillance de la frontière Tchadienne. Son mandat a été prorogé et adapté après le coup d'état du général François Bozizé en mars 2003.

La Fomuc est remplacée le 12 juillet 2008 par La Mission de Consolidation de la Paix en Centrafrique (Micopax) qui bénéficie du soutien financier et logistique de l'Union Européenne et de la France. Elle a pour but d'assurer la sécurité des populations de la République centrafricaine. La Micopax prend fin le 15 décembre 2013 et est remplacée par la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (Misca) pilotée par l'Union Africaine.

De 2004 à 2013

La nouvelle Constitution, adoptée en décembre 2004, fixe le mandat présidentiel à 5 ans et renforce le pouvoir du Premier ministre. Le général Bozizé est élu président lors de l'élection présidentielle de 2005.

En 2006 une nouvelle rébellion apparaît dans le nord-ouest du pays. Les rebelles qui s'emparent de plusieurs localités de la région sont arrêtés par les forces armées centrafricaines, soutenues par l'armée française. Cependant, le cessez-le-feu conclu avec la rébellion reste précaire. La région du nord-ouest victime d'une situation humanitaire difficile subit de plus les conséquences de la crise du Darfour et notamment l'afflux de réfugiés fuyant les combats. La mise en œuvre d'un processus de dialogue politique inclusif au début de l'année 2008 permet d'aboutir à la création d'une Commission Vérité

DOSSIER

République Centrafricaine

et Réconciliation et à la mise en œuvre d'un processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des ex-rebelles.

François Bozizé est réélu dès le premier tour des élections présidentielle de janvier 2011. La stabilisation politique reste fragile et la situation sanitaire extrêmement précaire car le gouvernement doit faire face au banditisme d'anciens rebelles, qui entraîne d'importants déplacements de population dans le Nord, et aux exactions de plusieurs groupes armés.

Le 10 décembre 2012, une coalition de rebelles (la « Séléka ») amorce à partir du Nord-Est un mouvement de conquête du pays qui l'amène fin décembre à une centaine de kilomètres de la capitale. Les forces armées centrafricaines sont incapables de lui résister et les pays voisins (le Tchad mais aussi le Gabon, le Congo et le Cameroun) doivent s'interposer militairement pour protéger la capitale et contraindre les rebelles à négocier. Ces négociations menées sous l'égide de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale aboutissent le 11 janvier à Libreville à un cessez-le-feu et à un accord politique. Mais du fait de nombreux blocages les rebelles reprennent l'offensive et renversent le président Bozizé le 24 mars 2013. La prise du pouvoir par la coalition rebelle Séléka crée un contexte de très grande instabilité du fait de la destruction quasi-totale de l'Etat.

Dépourvues de force publique et d'appareil administratif opérationnels, sans ressources budgétaires sûres les institutions mises en place peuvent difficilement exercer leurs compétences de façon autonome. En fait, depuis le mois de mars, l'Etat centrafricain ne survit que grâce à l'aide fournie par la République du Congo alors que la situation sécuritaire empêche la plupart des ONG humanitaires d'œuvrer en Centrafrique.

A Bangui, un processus de transition politique est amorcé qui devrait aboutir sous 18 mois à des élections présidentielle et législatives. Le président de transition que la Séléka a porté au pouvoir, Michel Djotodia, est cependant conduit à dissoudre le mouvement à la suite des exactions commises par les membres des différentes forces qui le composaient. Mais la capacité de nuisance des bandes armées reste très forte.

Dans le reste du pays prévaut une situation très dégradée, marquée par l'arbitraire des groupes se réclamant de la coalition Séléka. Les conditions de vie des populations sont gravement détériorées sur tous les plans : sécuritaire, humanitaire et droits de l'homme, alimentaire, sanitaire etc. Les exactions à l'encontre des populations civiles occasionnent localement des réactions d'autodéfense qui entraînent elles-mêmes des représailles.

Les motivations essentiellement crapuleuses de la Séléka ont pris un tour religieux depuis le mois de septembre lorsque des milices chrétiennes sont formées en réaction à ses exactions. Les affrontements entre chrétiens et musulmans ont lieu essentiellement dans la partie Nord du pays. Les milices d'autodéfense chrétiennes, appuyées par une partie des anciennes forces armées demeurées fidèles au président Bozizé, disposent aujourd'hui des mêmes armes que la Séléka et les combats



Soldats français patrouillant à Bangui lors de l'opération Sangaris. A terme, ils devraient être 1600 pour garantir une sécurité permettant la tenue d'élections libres.

entre les groupes paramilitaires sont extrêmement violents.

A Bangui, la situation est également très tendue. Les restes des forces loyales à l'ancien président Bozizé, alliées avec les milices chrétiennes, s'opposent notamment aux combattants de l'ex-Séléka alors que la population musulmane est considérée par les chrétiens comme proche de la Séléka et complice de celle-ci.

La résolution 2017 et l'opération Sangaris

Face à la dégradation de la situation la France a soumis une proposition de résolution au Conseil de Sécurité des Nations Unies visant à renforcer la Misca et autorisant la France à soutenir militairement cette mission (opération Sangaris). La Misca renforcée doit se déployer pour une période de douze mois révisable au bout de six mois. Son mandat l'autorise à recourir à la force. La résolution 2127, qui comprend un embargo sur les armes à destination de Bangui, a été votée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 5 décembre 2013.

L'effectif des troupes françaises est porté à 1 600 hommes et doit se stabiliser à ce chiffre jusqu'à la fin de leur mission : désarmer les milices et rétablir la sécurité pour permettre la tenue d'élections libres. La Misca compte 2 500 hommes venus des pays voisins (Gabon, Cameroun, Congo et Tchad) et doit être portée à 3 600 soldats africains.

■ Marc Dorel

Bonne année aux équipes de Vent Stellaire !..

Plusieurs rapports parlementaires avaient dès le début des années 2000 alerté sur les systèmes d'écoutes mis en œuvre par les USA à l'échelle planétaire – y compris contre leurs alliés.

Le système ECHELON

On peut citer par exemple le rapport sur « le système d'interception mondial des communications privées et économiques » (système d'interception appelé ECHELON) adopté le 5 septembre 2001 par le parlement européen, et le rapport du député français Arthur PAECHT sur « les systèmes de surveillance et d'interception électroniques pouvant mettre en cause la sécurité nationale », daté du 11 octobre 2000.

On rappellera que le « lanceur d'alerte » Edward Snowden, analyste de la CIA, a rendu public en juin 2013 certains documents secrets de la NSA (l'agence de sécurité nationale US) révélant l'ampleur de la surveillance des communications par le gouvernement des États-Unis d'Amérique. Les conversations téléphoniques et les e-mails de tout un chacun seraient ainsi espionnés dans le monde entier, dans le cadre d'un programme appelé PRISM. Citoyens, entreprises et institutions, mais aussi dirigeants de nations (comme Dilma Rousseff ou Angela Merkel), tout y serait passé...

La presse a pu ainsi révéler certains « coups » réalisés par le USA au détriment de leurs alliés (la liste n'est pas exhaustive bien entendu) :

- 1990 : interception des communications entre le fabricant japonais de satellites NEC et l'Indonésie dans le cadre d'un contrat de 200 millions de dollars, au bénéfice d'ATT,
- 1992 : espionnage des communications des dirigeants mexicains qui négocient l'ALENA avec les USA et le Canada,
- 1993 : violation des communications des dirigeants des 15 pays invités au sommet de l'APEC (forum de coopération Asie-Pacifique),
- 1994 : écoute des communications des négociateurs des pays de l'Union Européenne lors des négociations du GATT,
- 1995 : interception des appels téléphoniques et télécopies entre AIRBUS et les dirigeants Saoudiens, au bénéfice de Boeing... vainqueur d'un contrat de 6 milliards de dollars,
- 1998 : espionnage au sein de la mission d'inspection de l'ONU en Irak, etc.

Depuis, on a changé de braquet...

Le nouveau système Vent Stellaire

Avec Stellar Wind (Vent Stellaire, en français), les USA sont encore passés à une autre dimension. Première différence ; la gouvernance. Le système Stellar Wind est désormais contrôlé exclusivement par les USA, alors qu'ECHELON était un programme auquel concourraient - aux côtés des USA – nos « amis » de Grande-Bretagne, du Canada, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Deuxième différence : les moyens sans commune mesure mis en œuvre, dans le cadre du procédé Deep Packet Inspection. Ce procédé permet de capter automatiquement communications téléphoniques, mails, tchats, pages internet consultées, mais aussi désormais cartes bancaires, feuilles

d'impôts, pages « sécurisées », communications cryptées, etc. Le complexe qui abrite ce nouveau système à Bluffdale est à lui tout seul grand comme cinq fois le Capitole, avec une capacité de stockage de près de 10 milliards de milliards de bits. L'ensemble de toutes les communications téléphoniques échangées aux USA pendant un demi-siècle pourraient y être stockées. Le système Stellar Wind, dont l'installation aurait coûté plus de 3 milliards de dollars et emploierait environ 10 000 personnes habilitées « top secret », a été jugé constitutionnel par le ministère US de la justice dès 2008, ce qui ne l'a pas empêché de prospérer.

Nous souhaitons donc une bonne année aux salariés de Vent Stellaire qui analyseront ces lignes, lanceurs d'alerte en puissance qui ne sauraient être confondus avec les ordonnateurs de ces pratiques...

Quand le bouclier devient plus dangereux que l'épée

La petite détente qui se manifeste depuis peu entre les Etats-Unis et la Russie suite à leur arrangement sur la Syrie pourrait bien être à nouveau sérieusement remise en question, et ce en raison de la dernière initiative des Etats-Unis. Début novembre, l'armée US vient, en effet, de donner le premier coup de pioche du chantier de l'imposant dispositif anti-missiles de Develesu en Roumanie, une ancienne base aérienne de l'époque Ceausescu. Il complète un dispositif de même nature installé en Turquie en 2012. Par là-même, le Président Obama (Prix Nobel de la Paix) compromet sérieusement la paix mondiale.

En s'obstinant à vouloir accéder à cet avantage stratégique qui autorise une « première frappe » sans risquer de représailles, il suscite une nouvelle tension avec la Russie voisine et relance dangereusement une nouvelle course aux armements de la plus haute technologie, que les journalistes nomment plus couramment « la guerre des étoiles ».

Dans ses discours destinés à la presse mondiale, à Prague ou ailleurs, Obama plaide pour un monde exempt d'armes nucléaires. On serait tenté d'applaudir, sauf que ce qui, dans les faits, l'intéresse prioritairement, c'est l'invulnérabilité nucléaire – quoi qu'il en coûte, diplomatiquement, militairement ou financièrement.

D'accord, Obama ne cesse d'insister : le bouclier anti-missiles n'est pas dirigé contre la Russie, mais contre les états voyous (avec un regard porté sur l'Iran). Il a même été jusqu'à proposer à la Russie de collaborer à ce projet, sauf qu'il a toujours refusé de fournir la moindre garantie que le dispositif ne pouvait être dirigé contre la Russie, ce qui – allez savoir pourquoi – indispose l'état-major russe au plus haut point.

La vérité est que cet impressionnant (et coûteux) dispositif de défense anti-missiles, actuellement en cours d'installation en Roumanie (en attendant la Pologne, le Portugal et l'Espagne), rompt le fragile équilibre des systèmes d'armements actuellement existants et abaisse, ce faisant, le seuil d'employabilité de l'arme nucléaire.

On dit à Washington qu'Obama aurait cédé à la très forte pression des néo-conservateurs et du lobby militaro-industriel. Mais la majorité des Américains est lasse de voir l'argent public (de plus en plus rare) dilapidé dans d'immenses projets militaires sans justification, pire : dangereux. Le Prix Nobel de la Paix ne pourrait-il écouter la voix des amis de la paix ?

La Corée du Nord : un voyou encombrant ou un prétexte ?



C'est une affaire entendue : la Corée du Nord a tout pour plaire. Les Français qui ont lu Alfred Jarry qualifient son régime d'ubuesque. Les Américains préfèrent lui offrir une place de choix dans « l'Axe du Mal ». C'est l'état repoussant par excellence, qui se soucie comme d'une guigne de soigner son image – mais qui est doté de l'arme nucléaire, dont on peut imaginer qu'elle pourrait être bientôt opérationnelle.

Les amis de la paix, qui sont curieux de nature, iront toutefois y regarder de plus près. Rappelons d'abord que c'est là un état (une ancienne colonie japonaise) né de la terrible guerre civile qui a duré de 1950 à 1953 (4,6 millions de morts, dont 3,5 civils). Alors massivement soutenu par la Chine, il est, depuis lors, séparé de la Corée du Sud par un simple (et fragile) accord de cessez-le-feu (dit de Panmunjom), au demeurant jamais contresigné par la Corée du Sud elle-même (la frontière du 38ème parallèle – un no man's land de 4 km de large - sans doute la plus armée du monde). Voici maintenant 60 ans que la « République Populaire Démocratique de Corée » (R.P.D.C.), 25 millions d'habitants, se bat avec obstination pour transformer ce cessez-le-feu en traité de paix régulier avec garanties de sécurité, en voulant privilégier les négociations directes avec les Etats-Unis. Depuis lors, la Corée du Nord, volontiers qualifiée de « stalinienne », qui s'est hermétiquement fermée à toute influence extérieure et cultive un culte de la personnalité inoui, est devenue aussi imprévisible qu'impénétrable, à telle enseigne

que les Américains la considèrent comme « la faillite la plus durable du système de renseignement U.S. ».

Il y eut pourtant des périodes de plus grande confiance. Il fut ainsi conclu en 1994 – avec la bénédiction du président sud-coréen Kim Dae-Yung -, un accord-cadre (Agreed Framework) entre les Etats-Unis et la R.P.D.C. pour mettre un terme au programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord. Il prévoyait, entre autres, des garanties de sécurité, des livraisons de pétrole et de denrées alimentaires et même la construction de deux réacteurs nucléaires. A Séoul (Corée du Sud), on qualifia joliment cette nouvelle orientation de « politique du rayon de soleil » et son président fut gratifié (en l'an 2000) du Prix Nobel de la Paix. Et chose inimaginable : la Secrétaire d'Etat M. Albright, puis le Président Clinton (en fin de mandat) honorèrent la R.P.D.C. de leurs visites.

Tout changea radicalement avec l'arrivée de George W. Bush au pouvoir (2001). Qualifiant la « politique du rayon de soleil » de « naïve », il mit brutalement un terme à tout dialogue, en dépit des exhortations du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon (un Sud-Coréen) à « ne pas coller à la Corée du Nord une étiquette négative et irrespectueuse », jugée « contre productive ». Ce dernier rappelle, depuis lors, avec insistance que « les armes atomiques ne sont pas des jouets ».

Peu de choses ont changé depuis Obama. Sa doctrine dite « Asia Pivot », exposée en 2011 en Australie, qui fait de l'Océan Pacifique l'axe de sa politique et de l'Asie son horizon, a pour effet une concentration massive des forces militaires U.S. dans le Pacifique : 60 % de la marine de guerre U.S. y est ainsi regroupée, notamment autour du Japon et de la péninsule coréenne.

Le seul allié de la Corée du Nord, la Chine, ne semble pas ravi de la politique d'armement nucléaire de la R.D.C. Son tout nouveau président, Xi, a même récemment qualifié son comportement d'« égoïste ». Pour autant, il serait vain de croire que la Chine laisserait tomber la R.P.D.C. en cas d'agression, car liées par le Pacte d'Amitié et d'Assistance de 1961. Et surtout, trop des ses intérêts géostratégiques sont en jeu.

Ce qui a changé, en revanche, c'est toute la perception nord-coréenne des rapports stratégiques, moins irrationnelle qu'on ne le dit quelquefois. Et ce, notamment, depuis que, sous un prétexte ou un autre, l'Irak, puis la Libye, ont été « préventivement » attaqués par les puissances occidentales pour obtenir des changements de régime (avec les résultats que l'on sait) – rappelez-vous, deux états dont les dictateurs avaient caressé des ambitions nucléaires, mais qu'ils avaient abandonnées en contrepartie de garanties de sécurité. Ces garanties se sont, de fait, révélées totalement illusoires et le régime au pouvoir en Corée du Nord en a vite tiré la leçon que seule l'arme atomique avait un potentiel défensif dissuasif, ce qui l'a amené en mai 2012 à modifier la constitution du pays pour déclarer la R.P.D.C. expressément « état doté de l'armement nucléaire ». Elle s'était déjà retirée unilatéralement du Traité de Non-Prolifération en 2003, aucune clause ne l'interdisant en droit. Pyongyang (la capitale de la Corée du Nord) a aussi déclaré en janvier 2013 que la dénucléarisation unilatérale du pays « n'était pas possible », seulement envisageable dans le cadre d'un désarmement général et global.

Le résultat le plus manifeste de cette méfiance réciproque absolue, c'est une concentration de troupes et d'armements sans pareille dans le monde : soit pour la Corée du Nord 1,2 millions de soldats, 600 avions, 3500 blindés (autant que toute l'Europe !), 380 bateaux et 72 sous-marins (c'est, avec plus de 20 % du PNB consacré à l'armée, le pays le plus militarisé du monde) ; et pour la Corée du Sud 650.000 soldats, 570 avions, 2400 blindés, 140 bateaux, 23 sous-marins, à quoi il convient d'ajouter la formidable armada américaine : 2 porte-avions, 180 bateaux munis des radars et missiles dernier cri, 2000 avions et 140.000 soldats. On n'oubliera pas non plus de mentionner la présence, dans le voisinage immédiat des deux Corée, des effectifs militaires impressionnantes de la Chine, de la Russie, voire de ceux du Japon (qui se réarme à toute vitesse).

Et comme si cet arsenal d'enfer ne suffisait pas, il faut désormais y ajouter la course à la bombe atomique du côté de la Corée du Nord (1er essai en 2006), ainsi, bien sûr, que ses efforts pour se munir des vecteurs correspondants : la portée de sa dernière fusée (« Musudan ») est donnée pour 4000 km. Elle vient, de surcroît, de remettre en activité une centrale nucléaire arrêtée depuis 2007, ce

qui devrait lui permettre de produire suffisamment de plutonium pour fabriquer une bombe par an. En face, les ogives nucléaires américaines du voisinage immédiat se comptent par centaines, qu'elles soient stationnées sur le sol de la Corée du Sud, dans des sous-marins ou dans des avions, les fameux B-52, bien sûr, mais, surtout, dans les tout nouveaux avions furtifs B-2 et F-22. Et la stratégie des U.S.A. n'a pas changé non plus depuis que le ministre de la défense D. Rumsfeld a imaginé en 2003 (« plan opérationnel 5030 ») d'« effacer la frontière entre la guerre et la paix » en mettant la Corée du Sud en état d'alerte permanent et en procédant à des manœuvres massives tout aussi permanentes. En 2005 est entré en vigueur le plan opérationnel 8022 qui prévoit des frappes nucléaires ciblées. Les Nord-Coréens prennent cet étalage de force pour de la provocation. On se demande pourquoi.

Le gouvernement chinois voit, quant à lui, d'un œil de plus en plus soupçonneux et inquiet cette accumulation démesurée d'armes à sa porte, qui pourraient bien ne pas être prévues que pour menacer la seule Corée du Nord. Voilà que cette dernière pourrait bien n'être qu'un prétexte pour, en réalité, tenir la Chine en respect. La Corée du Nord, un fusil à tirer dans les coins ?

Le ministre russe Morgulov a qualifié la situation d'« explosive », y ajoutant ce commentaire : « Une banale faute humaine, un incident technique suffisent pour que la situation échappe à tout contrôle ». Tout être doté de raison pourrait en dire autant. Mais tout homme raisonnable pourrait ajouter pour mettre un terme à cette tension extraordinairement lourde de menace : une seule solution : l'application totale, universelle (et rapide) du Traité de Non-Prolifération, seul en mesure d'en finir avec cette hypocrisie des nations (5) qui s'arrogent un droit à détenir l'arme atomique, laquelle fournit à tous les états, voyous ou pas, un prétexte à se doter à leur tour d'un armement nucléaire. Alors, on cesse de se précipiter vers l'abîme ? Les armes atomiques ne sont pas des jouets, on vous dit.

■ Jean-Paul VIENNE



Mars 2013 : Kim-Jong-Un convoque son Etat-Major. Sa baguette pointe l'ennemi : on croirait un dessin d'Hergé.

COUP D'ŒIL Drones

ETATS D'AME

Les états d'âme d'un pilote de l'US Air Force n'intéressent pas forcément les militants de la paix, à plus forte raison ceux d'un pilote « rampant », confortablement installé devant son écran et son joy stick dans un bunker climatisé du Nevada, le cadre ordinaire d'un pilote de drone. Il convient néanmoins de s'arrêter sur le cas l'un d'eux, Brandon Bryant, lequel vient de démissionner avec perte et fracas de son emploi – en dépit d'une offre de « bonus » de 109.000 \$ proposée par son employeur.

Le pilote Bryant n'avait pas démerité aux yeux des militaires US. Il était même considéré comme le plus « performant » des pilotes de drones. Qu'on en juge plutôt : 1686 personnes liquidées en 6 ans sur tous les théâtres d'opération américains (Afghanistan, Somalie, Pakistan, Yémen...). On a gagné des médailles pour moins que cela.

Mais voilà : dans son tableau de chasse, un grand nombre de femmes et d'enfants, de civils en somme, ce qu'à la longue, il ne supportait plus. Au point d'en devenir dépressif. Tuer, même à une distance confortable, n'est pas une sinécure. Les scrupules de conscience, pour lents qu'ils soient à émerger, peuvent enrayer la plus belle machine à tuer du monde.

Brandon Bryant, 27 ans, est hanté par ce qu'il a vu sur les écrans grâce auxquels il contrôlait les drones : des visions horribles d'hommes, femmes et enfants déchiquetés par les bombes larguées par des drones commandés depuis une base militaire du Nevada, à des milliers de kilomètres des théâtres d'opération. Il s'est confié à la chaîne de télévision américaine NBC, montrant la face cachée de la guerre au terrorisme : le meurtre de centaines de civils, coupables d'être au mauvais endroit au mauvais moment.



Le président Obama, un fan de drones, comme on sait, ne cesse de répéter ; « Les attaques de drones sont précises, conformes au droit et efficaces », ce que conteste vigoureusement Bryant : « Elles ne sont pas propres, ne peuvent pas être propres. Ce n'est pas un jeu vidéo. Ce sont de vraies vies qui sont en jeu. »

Comment l'esprit vient aux pilotes de drones.

■ Jean-Paul VIENNE

A ceux que les questions posées (multiples) par les drones intéressent, on peut recommander la lecture

* du dernier dossier (exhaustif) de Damoclès (Observatoire des armements/CDRPC), portant à la fois sur les drones et les robots tueurs.

* de l'ouvrage (polémique et brillant) « Théorie du drone » de Grégoire Chamaillou

* de l'ouvrage (très technique) « Les drones aériens, passé, présent et avenir. Approche globale » du Centre d'études stratégiques aérospatiales



Adhérez à Initiatives Citoyenneté Défense, abonnez-vous à «L'arme et la Paix»

Nom : Prénom :

Rue :

Code postal : Commune :

e-mail : Tél. :

- Je souhaite être tenu informé(e) des initiatives de l'association ICD :
par courrier par courriel

- Je souhaite recevoir régulièrement la publication trimestrielle d'ICD : (ci-joint abonnement annuel de 5 €, par chèque à l'ordre d'ICD)

- Je deviens membre de l'association ICD : (ci-joint cotisation annuelle de 10 €, par chèque à l'ordre d'ICD, donnant droit à l'envoi gratuit de la publication trimestrielle)

(retourner à : Association ICD, MJC de Fontaine, 39 avenue du Vercors, 38600 Fontaine)

Pour nous joindre : association.icd@online.fr - site internet : <http://association.icd.free.fr> - <http://icd-citoyennetedefense.com>